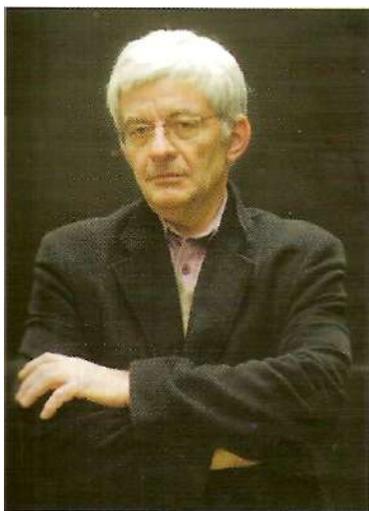


changement

les marges de manœuvre

Michel
HUSSON



MICHELHUSSON
ÉCONOMISTE,
MEMBRE DE LA
FONDATION
COPERNIC ET DU
CONSEIL
SCIENTIFIQUE
D'ATTAC.

QUELQUES ANNEES AVANT L'ARRIVÉE DE LA GAUCHE AU POUVOIR EN 1981,

les « experts rouges » faisaient de la « perruque » (1) en testant le Programme commun avec les modèles de l'Insee ou de la Direction de la prévision. Ces modèles leur montraient qu'une relance salariale dégraderait la balance commerciale et déprimerait l'investissement. On ne pouvait logiquement tirer que deux conclusions d'un tel constat ; soit que ce programme n'était pas viable, soit qu'il fallait l'accompagner de mesures structurelles. Les effets pervers repérés pouvaient, par exemple, être neutralisés par une dévaluation préalable et par l'utilisation des banques et entreprises nationalisées pour soutenir l'investissement. La question de savoir s'il fallait dévaluer d'entrée a partagé le PS dès son arrivée au pouvoir. Les réalistes l'ont emporté sur les « albanais » favorables à cette mesure : il n'était pas concevable d'envoyer un message aussi négatif à la « communauté financière ». Quant à l'utilisation du nouveau secteur nationalisé pour impulser l'économie, elle a également été abandonnée au profit de « contrats de plan » fort peu contraignants. La relance a donc été faite, mais sans ces mesures structurelles ; et (pour une fois) ce qui avait été prévu par les modèles arriva : déficit accru, chute du franc et double dévaluation défensive, tandis que les patrons pratiquaient la grève de l'investissement et la fuite des capitaux. La suite, autrement dit le tournant vers l'austérité et le social-libéralisme, était tout aussi prévisible. Tout cela relativise l'argument selon lequel Mitterrand aurait réussi à inscrire la gauche dans la durée : la durée n'aura duré que quelques mois. Ces rappels offrent des enseignements plus actuels. Ils montrent qu'il faut soigneusement distinguer les marges de manœuvre et les conditions permettant de les mobiliser. Aujourd'hui, ces marges de manœuvre sont considérables, à condition de ramener la part des salaires au niveau qui était le sien avant le tournant libéral des années 1980. Un tel déplacement équivaldrait sur un quinquennat à plus de 2,5 % de gains de productivité

par an, et 4,5 % si l'on y rajoute les gains « normaux ». Ce potentiel permettrait de financer l'augmentation des minima sociaux à 1200 euros, une progression générale des salaires, le passage aux 32 heures et l'augmentation des recettes de la Sécurité sociale à proportion des besoins (2).

Ce programme est cohérent et économiquement viable. Cohérent parce qu'il fait le lien entre l'analyse du chômage - c'est la contrepartie de la captation par les rentiers des gains de productivité - et les remèdes proposés qui consistent à récupérer les revenus financiers au profit des créations d'emplois. Il est viable, parce que les revenus financiers sont économiquement stériles (ils ne s'investissent pas) et socialement nuisibles puisqu'ils engendrent inégalités, précarité et misère. Mais cela ne suffit évidemment pas. Toute tentative d'enclencher cette redistribution des richesses s'opposerait à la résistance forcée des possédants, qui ne manqueraient d'ailleurs pas d'invoquer les « lois de l'économie » pour protéger leurs privilèges.

La partie difficile de toute démarche programmatique n'est donc pas tellement l'énoncé des mesures à prendre, mais la définition des politiques permettant de neutraliser les comportements d'obstruction, de rétorsion, voire de sabotage auquel un projet de transformation sociale aurait à faire face. Il est illusoire en effet de penser que l'on pourrait y échapper en trouvant des modalités habiles d'atteindre le but recherché. On peut imaginer les moyens les plus sophistiqués et détournés d'augmenter les salaires et les dépenses sociales, mais le patronat sait compter : il s'opposera par exemple à toute augmentation des cotisations sociales, que celle-ci passe par une hausse des taux ou par un élargissement de l'assiette. Il n'y a au fond qu'un seul moyen d'éviter ce face-à-face, c'est de renoncer au changement. Et cela permet d'ailleurs de comprendre le paradoxe du social-libéralisme. Son incapacité à réaliser de vraies réformes ne s'explique pas tant par une absence de marges de manœuvre, mais par le refus d'un affrontement qu'il n'est pas prêt à assumer. **M.H.**

1. Travail effectué par un salarié pendant ses heures de travail et pour son usage personnel, avec les matériaux et l'outillage de l'entreprise.

2. Pour une démonstration plus détaillée, voir <http://hussonet.free.fr/copprov.pdf>